

La croissance française incite à l'optimisme

Le PIB, meilleur que prévu en 2017, devrait progresser au même rythme début 2018, selon l'Insee

L'économie française est lancée sur de bons rails. Après une année marquée par une reprise solide dans tous les secteurs d'activité, la croissance devrait se maintenir dans les premiers mois de 2018. Tirée par un climat des affaires extatique et un contexte international toujours favorable aux échanges, l'économie française progresserait de 0,5 % et 0,4 % au cours des deux premiers trimestres de l'année prochaine, selon la note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) présentée mardi 19 décembre. Un rythme cadencé, similaire à celui observé les trimestres précédents, et qui porte l'acquis de croissance sur le premier semestre 2018 à 1,7 %.

La reprise a pris ses quartiers Estimée à 1,9 % sur l'ensemble de l'année, la progression du produit intérieur brut (PIB) français devrait dépasser, pour 2017, les prévisions initiales de l'Insee, qui tablait sur 1,6 % en septembre. Cette croissance se situerait malgré tout en deçà des 2,2 % attendus dans la zone euro par la Commission européenne. Une moyenne régionale portée par l'accélération de l'activité en Allemagne au quatrième trimestre et la vigueur du rattrapage espagnol.

Un contexte international porteur, notamment du côté des émergents Cette reprise ne s'est pas cantonnée au Vieux Continent, les émergents ont retrouvé des couleurs en 2017. Malgré un ralentissement anticipé en Chine, l'Insee s'attend l'an prochain à un maintien des importations brésiliennes, russes et indiennes.

L'activité devrait aussi rester dynamique dans les pays avancés. Aux Etats-Unis, le climat des affaires atteint d'ores et déjà des niveaux inédits, entretenu par la consommation des ménages et la perspective de la vaste réforme fiscale, votée mercredi 20 décembre par le Sénat américain.

Résultat : le commerce international, qui a progressé de 5 % cette année, pourrait encore croître de 3,5 %. La France, dont les parts de marché n'ont cessé de se réduire à l'échelle mondiale, saura-t-elle en profiter ?

Le commerce extérieur ne pénalisera plus la croissance C'est probablement l'une des meilleures nouvelles contenues dans le rapport de l'Insee : après cinq années de vaches maigres, le commerce extérieur ne devrait plus peser sur la croissance hexagonale à la mi-2018. Le rebond des exportations agricoles, couplé à celui des secteurs du tourisme et de l'énergie, compenserait les importations de produits manufacturés.

Un climat des affaires au plus haut depuis dix ans A en croire le climat des affaires, les patrons ont le moral. Malgré des difficultés de recrutement et un appareil de production à la limite de la surchauffe, l'optimisme atteint des sommets dans l'industrie.

Un bon vent souffle également sur les services marchands, transports et hébergement-restauration, qui bénéficient du retour des touristes étrangers dans l'Hexagone. Dans le bâtiment, toujours convalescent, l'activité devrait, en revanche, légèrement ralentir. Le secteur pâtit, avec quelques mois de retard, du tassement des ventes de logements neufs.

Dans l'ensemble, les tensions sur l'appareil productif et l'accélération de la demande intérieure et extérieure devraient continuer à soutenir les efforts d'investissement. Déjà en hausse de 4,4 % en 2017, ils pourraient ainsi progresser de 3,7 % au premier semestre 2018.

Les créations d'emplois marquent le pas Principale ombre au tableau : l'emploi. Si l'arrêt de la prime à l'embauche dans les PME, le 30 juin 2017, n'a que légèrement pesé sur les créations de postes dans le privé au troisième trimestre, les suppressions de contrats aidés, elles, plombent les statistiques de fin d'année. D'après l'Insee, elles seront compensées par des embauches dans le public, notamment auprès des collectivités locales. Au total : 72 000 emplois devraient être créés en France au premier semestre 2018, contre 168 000 au cours des six premiers mois de 2017.

Après une hausse inattendue du taux de chômage cet été (+ 0,2 point, à 9,7 %), la courbe s'inverserait donc, selon les analystes, d'ici à la fin de l'année. Un mouvement à la baisse qui se poursuivrait au cours du premier semestre 2018, pour atteindre 9,4 % de la population active. Le président Emmanuel Macron s'est montré prudent à ce sujet, dans l'entretien diffusé dimanche 17 décembre sur France 2 : la réforme du code du travail " *produira des résultats, c'est sûr. Dans les cinq ans* ".

Un pouvoir d'achat affecté par le calendrier des réformes fiscales En attendant, les difficultés de recrutement, très prononcées dans l'industrie, la construction, la logistique ou les transports, devraient entraîner une hausse de salaires dans le privé (+ 1,2 % attendu). Ils seront également soutenus par l'inflation, qui devrait atteindre 1,6 % en 2018. Si cette dernière reste inférieure au seuil de 2 % visé par la Banque centrale européenne, elle pourrait grimper plus vite que prévu, selon certains analystes.

" *Même si ce n'est pas le scénario central, il y a un risque d'“effet ketchup” : une bouffée inflationniste comme en 2008, qui se répandrait brutalement* ", met en garde Denis Ferrand, directeur général du groupe de réflexion CÆ-Rexecode, proche du patronat.

Mais le pouvoir d'achat des Français risque de souffrir, en début d'année, de l'augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) et du durcissement de la fiscalité sur le tabac et les produits pétroliers. Les mesures plus favorables, comme la baisse des cotisations salariales et la suppression partielle de la taxe d'habitation, n'interviendront qu'au second semestre.

Les Français vont puiser dans leur épargne en début d'année " *Il ne faudra pas s'effrayer d'une évolution un peu abrupte du revenu disponible des ménages*, tempère Hélène Baudchon, de BNP Paribas. *L'épargne fait généralement office d'amortisseur.* " Selon l'Insee, les Français devraient en effet, par anticipation, puiser dans leurs économies. Le taux d'épargne passerait ainsi de 14,4 % au troisième trimestre 2017 à 13,9 % au deuxième trimestre 2018. Une prudence qui se répercutera sur la consommation, plus modérée en début d'année.

En somme, " *2018 sera une normalisation du chemin de croissance emprunté en 2017* ", estime Xavier Timbeau, analyste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), un think tank d'inspiration keynésienne. Si un déraillement se produit, il ne devrait pas intervenir avant l'automne, voire en 2019. " *Le PIB réel est toujours inférieur au PIB potentiel*, précise Mme Baudchon. *A moins d'un choc majeur, tant que cet écart ne s'est pas refermé, la croissance française en a encore sous le pied.* "

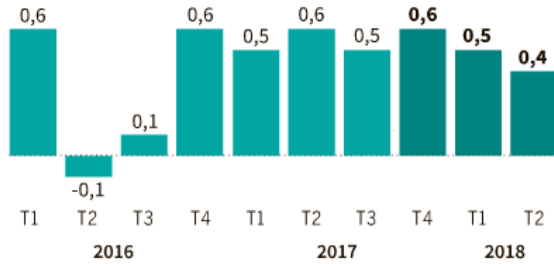
Elise Barthet

© Le Monde

La dynamique se confirme, malgré quelques bémols

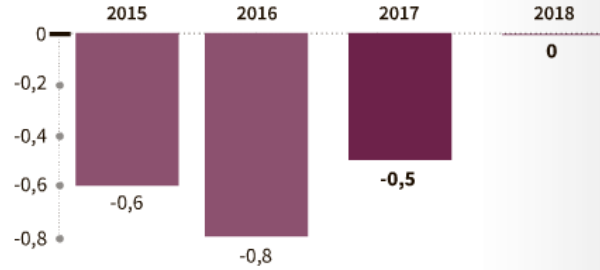
La croissance conserve un rythme soutenu

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, EN %



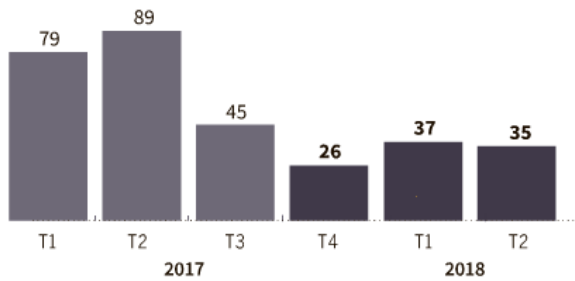
Le commerce extérieur ne pèsera plus sur l'activité

CONTRIBUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR À LA CROISSANCE, EN POINTS DE PIB



Mais l'emploi marque le pas...

ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'EMPLOIS, EN MILLIERS



...et le pouvoir d'achat pâtit des mesures fiscales

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES, EN %

